

De « Eenheid Microbiologie en Hygiëne » van de Vrije Universiteit te Brussel, Laarbeeklaan 103, 1090 Brussel, bestuurd door de heer professor Boeyé, A., is erkend om de microbiologische ontledingen van en de controles op de geneesmiddelen te verrichten.

Het « Laboratorium Artemisia N.V. », F. Pauwelslei 1, 2100 Deurne, bestuurd door de heer Verhaeren, E., is erkend om de ontledingen van en de controles op de geneesmiddelen te verrichten.

Brussel, 6 oktober 1988.

R. DELIZEE

L'« Eenheid Microbiologie en Hygiëne » van de Vrije Universiteit te Brussel, Laarbeeklaan 103, 1090 Brussel, dirigée par M. le professeur Boeyé, A., est agréé pour effectuer les analyses microbiologiques et les contrôles des médicaments.

Le « Laboratorium Artemisia N.V. », F. Pauwelslei 1, 2100 Deurne, dirigé par M. Verhaeren, E., est agréé pour effectuer les analyses et contrôles des médicaments.

Bruxelles, le 6 octobre 1988.

R. DELIZEE

## COUR D'ARBITRAGE

F. 88 — 2095

### Arrêt

Numéro du rôle : 68

Arrêt n° 69 du 10 novembre 1988

*En cause* : le recours en annulation de l'article 12 du décret de la Communauté culturelle française du 28 février 1978 « organisant le service public de la lecture », tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret de la Communauté française du 8 juillet 1983, introduit par le Conseil des Ministres le 18 décembre 1987.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents E. Gutt et J. Delva,  
et des juges D. André, I. Petry, J. Sarot, F. Debaedts et K. Blanckaert,  
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,  
sous la présidence du président E. Gutt,  
après en avoir délibéré, prononce l'arrêt suivant :

#### I. Objet de la demande

Par une requête introduite le 18 décembre 1987, le Conseil des Ministres demande l'annulation de l'article 12 du décret de la Communauté culturelle française du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture (*Moniteur belge* du 21 avril 1978), tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret de la Communauté française du 8 juillet 1983 (*Moniteur belge* du 17 août 1983).

#### II. Procédure devant la cour

Par une ordonnance du 21 décembre 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège de la Cour, conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983 a été publié au *Moniteur belge* du 13 janvier 1988.

En application des articles 59 et 113 de la loi organique susdite, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées à la poste le 13 janvier 1988 et remises aux destinataires les 13 et 14 janvier 1988.

En exécution de l'article 1er de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987), le fait qu'aucun mémoire n'a été introduit a été notifié aux personnes et autorités mentionnées à l'article 69 de la loi organique du 28 juin 1983 par lettres recommandées à la poste le 23 février 1988 et remises aux destinataires le 24 février 1988.

L'Exécutif régional wallon a transmis des conclusions par lettre recommandée à la poste le 14 mars 1988 et reçue au greffe le 15 mars 1988.

En exécution de l'article 3, d, de la directive susdite de la Cour, ces conclusions ont été notifiées par lettres recommandées à la poste le 13 avril 1988 et remises aux destinataires le 14 avril 1988.

Par ordonnance du 31 mai 1988, la Cour a prorogé le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu jusqu'au 18 décembre 1988.

Par ordonnance du 1er juin 1988, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 23 juin 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 2 juin 1988 et remises aux destinataires les 3 et 10 juin 1988.

A l'audience du 23 juin 1988 :

— ont comparu :

Me M. Van Doosselaere, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 18, 1000 Bruxelles;

Me L. Austraet, loco Me P. Legros, avocats du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19ad, 1040 Bruxelles;

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, 5000 Namur;

— les juges J. Sarot et K. Blanckaert ont fait rapport ;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

## III. En droit

## 1. Les dispositions attaquées.

L'article 12 du décret de la Communauté culturelle française du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture dispose comme suit :

« Le contrôle de l'application du présent décret sera exercé, pour les aspects culturels, bibliothéconomiques, financiers et administratifs par le Ministre qui a la Culture française dans ses attributions. »

Il a été interprété par l'article unique du décret de la Communauté française du 8 juillet 1983 « interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture » qui est ainsi rédigé :

« L'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture est interprété comme suit :

§ 1er. L'Exécutif exerce le contrôle de l'application des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application vis-à-vis des bibliothèques publiques créées par les associations et fondations de droit privé.

§ 2. L'Exécutif exerce la tutelle, dont il organise la procédure, sur tous les actes des communes, des provinces et des agglomérations et fédérations de communes, qui sont relatifs aux bibliothèques publiques visées à l'article 1er, y compris les décisions visant à créer et à organiser des bibliothèques publiques soumises à l'application du présent décret, à l'exception des actes visés à l'article 7, alinéa 1er, a), de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. »

## 2. L'arrêt du 30 juin 1987 de la Cour d'arbitrage.

Par des arrêtés nos 26 090, 26 091 et 26 092 prononcés le 22 janvier 1986, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes à la Cour d'arbitrage :

« 1° l'article 7, 1er alinéa, a) de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, qui renvoie aux règles établies par la loi communale, est-il violé par le décret du 28 février 1978, interprété par le décret du 8 juillet 1983, en ce que celui-ci soumet à une tutelle spécifique, confiée à l'Exécutif de la Communauté française les actes portant nomination du personnel des bibliothèques communales, alors que ces actes relèveraient de la tutelle ordinaire établie par les articles 86 et 87 de la loi communale ?

2° les règles établies par l'article 108, 2e alinéa, 2° et 6°, de la Constitution et par l'article 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 sont-elles violées par le décret du Conseil de la Communauté française du 8 juillet 1983, interprétatif du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, en ce que, bien qu'il soit qualifié d'interprétatif, ce décret habilite, avec effet rétroactif, l'Exécutif de la Communauté française à exercer une tutelle spécifique, notamment sur les actes des communes qui sont relatifs aux bibliothèques communales, alors que le décret du 28 février 1978 n'avait lui-même confié à l'Exécutif de la Communauté qu'une mission de contrôle qui n'englobait pas l'exercice d'une tutelle spécifique ? » -

La Cour d'arbitrage a répondu à ces questions par son arrêt n° 38 du 30 juin 1987, dont le dispositif « dit pour droit :

1) l'article 12 du décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle française du 28 février 1978, tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret du Conseil de la Communauté française du 8 juillet 1983, viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions;

2) il n'y a pas lieu de répondre à la seconde question préjudicielle. »

3. La requête et les conclusions de l'Exécutif régional wallon.

3.A.1. Le Conseil des Ministres invoque deux moyens.

Le premier moyen est « pris de la violation des articles 108, 2e alinéa, 6° et 3e alinéa, de la Constitution, 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et de l'excès de compétence;

en ce que la norme en litige a habilité l'Exécutif de la Communauté française à organiser une forme de tutelle spécifique à l'égard des actes des autorités décentralisées en matière de création et de gestion des bibliothèques publiques;

alors que seul le décret peut, dans les matières pour lesquelles les Communautés sont compétentes, organiser pareille forme de tutelle; que l'excès de compétence dénoncé est établi dès lors qu'en l'absence de tutelle spécifique, c'est la tutelle ordinaire exercée par les Régions qui demeure d'application. »

Le second moyen est « pris de la violation des articles 28, alinéa 2, de la Constitution, 7 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et de l'excès de compétence;

en ce que le décret du Conseil de la Communauté française du 8 juillet 1983 a été qualifié d'interprétatif par le législateur décentral et rétroagit, dès lors, à la date d'entrée en vigueur de la norme qu'il interprète, se fondant en quelque sorte avec elle pour habiliter l'Exécutif de la Communauté française à organiser et à exercer la tutelle spécifique dont question au premier moyen;

alors que le décret du 8 juillet 1983 ne correspond pas à la notion constitutionnelle d'interprétation, dès lors que la norme interprétée n'avait nullement pour objet l'institution d'une forme de tutelle et que l'objet véritable de la norme interprétative était d'habiliter rétroactivement l'Exécutif de la Communauté française aux fins citées ci-dessus; que l'excès de compétence dénoncé est établi dès lors qu'en l'absence de tutelle spécifique, c'est la tutelle ordinaire exercée par les Régions qui demeure d'application. »

3.A.2. Dans ses conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne considère que le premier moyen est fondé au regard de l'arrêt du 30 juin 1987 de la Cour d'arbitrage.

Il relève d'abord que le décret du 28 février 1978 a été pris en vertu de l'article 59 bis, § 2, 1°, de la Constitution et de l'article 2, alinéa 1er, 5°, de la loi du 21 juillet 1971 et qu'au moment où le décret a été pris, cette loi ne confiait pas au Conseil culturel la compétence d'organiser une tutelle spécifique que l'article 7, alinéa 1er, b), de la loi du 8 août 1980 accorde depuis le 1er octobre 1980 aux Conseils de Communauté.

Selon l'Exécutif, l'article 12 du décret du 28 février 1978 se limitait à confier au Ministre les missions d'inspection et de vérification comptable et à substituer, pour le contreseing des arrêtés royaux, l'intervention du Ministre de la Culture française à celle d'autres Ministres.

Il en résulte que l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1982 qui règle certains éléments de l'organisation d'une tutelle spécifique ne peut trouver un fondement dans l'article 12 du décret du 28 février 1978.

Il constate que l'article 12 du décret du 28 février 1978, tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret du 8 juillet 1983, ne réunit pas les conditions de mise en œuvre de cette compétence et que tel est le sens du dispositif de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 30 juin 1987. Toujours selon l'Exécutif, la tutelle spécifique n'est valablement instituée que si un décret l'organise dans toutes ses composantes et donc s'il détermine à la fois les actes sur lesquels porte la tutelle, le procédé de tutelle, l'autorité de tutelle et les éléments essentiels de la procédure.

Il conclut que « le décret du 8 juillet 1983 interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 (ou autrement dit l'article 12 du décret du 28 février 1978 tel qu'interprété par le décret du 8 juillet 1983) ne détermine pas, notamment, les procédés de tutelle à appliquer par l'autorité qu'il désigne » et qu'« à lui seul cet élément justifie le bien-fondé du premier moyen d'annulation pris de la violation des articles 108, alinéa 3, de la Constitution et 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles : le législateur communautaire n'a pas, en l'espèce, valablement organisé une tutelle spécifique. »

#### 4.B. Quant au fond

En ce qui concerne le second moyen, l'Exécutif déclare que, le premier moyen suffit à entrainer l'annulation de la norme attaquée et qu'il n'y a pas lieu d'examiner si le deuxième moyen, qu'il qualifie de subsidiaire est également fondé.

4.B.1. L'article 108, alinéa 3, de la Constitution permet au législateur statuant à la majorité spéciale de donner aux Conseils de la Communauté ou de la Région, la compétence de régler l'organisation et l'exercice de la tutelle administrative.

4.B.2. Faisant usage de la faculté accordée par cette disposition, le législateur spécial a procédé à diverses attributions de compétence en matière de tutelle.

L'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue à la Région la compétence d'organiser les procédures de la tutelle administrative et d'exercer cette tutelle sur les provinces, les communes et les agglomérations et fédérations de communes en ce qui concerne la tutelle administrative ordinaire. A titre transitoire, les Régions ne sont toutefois pas compétentes pour la tutelle administrative ordinaire en ce qui concerne la province de Brabant et les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1986.

L'article 7 confère à la Région la même compétence d'organiser les procédures et d'exercer la tutelle pour les « autres actes », tout en précisant que cette compétence est exclue lorsqu'une tutelle spécifique est organisée par la loi ou le décret communautaire relativement aux matières pour lesquelles le pouvoir national ou la Communauté sont respectivement compétents.

4.B.3. Pour qu'une Communauté puisse instituer la tutelle spécifique prévue par l'article 7 de la loi spéciale, il faut que cette tutelle concerne des matières :

- a) pour lesquelles les Communautés sont compétentes en vertu de la Constitution ou de la loi spéciale;
- b) et dans la mise en œuvre desquelles la Communauté intéressée a confié certaines missions à des autorités décentralisées et a réglé la manière dont ces missions doivent être accomplies.

4.B.4. Lorsque le législateur communautaire a ainsi le pouvoir d'instituer une tutelle spécifique, encore n'exerce-t-il valablement cette compétence que si le décret « organise » cette tutelle.

L'organisation d'une tutelle spécifique comporte la détermination des actes sur lesquels porte la tutelle, du procédé de tutelle, de l'autorité de tutelle et des éléments essentiels de la procédure.

4.B.5.a. Aux termes de l'article 4, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, « les bibliothèques, discothèques et services similaires » sont des matières culturelles visées à l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution. La matière qui fait l'objet des décrets de 1978 et 1983 relève de la compétence de la Communauté.

4.B.5.b. Dans la mise en œuvre de cette matière, le décret du 28 février 1978 confie certaines missions aux communes et règle la manière dont celles-ci doivent les accomplir, notamment en ce qui concerne la nomination du personnel des bibliothèques publiques.

4.B.5.c. Le législateur communautaire a donc, en vertu de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980, le pouvoir d'instituer, quant à ce, une tutelle spécifique.

4.B.6.a. Le décret du 8 juillet 1983, interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978, vise « tous les actes des communes, des provinces et des agglomérations et fédérations de communes, qui sont relatifs aux bibliothèques publiques visées à l'article 1er, y compris les décisions visant à créer et à organiser des bibliothèques publiques soumises à l'application du présent décret, à l'exception des actes visés à l'article 7, alinéa 1er, a), de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ». Ce faisant, le décret ne permet pas de délimiter les actes des autorités décentralisées qu'il entend soumettre à tutelle dans le cadre des missions qu'il leur confie et dénature ainsi la notion même de tutelle spécifique.

4.B.6.b. Par ailleurs, le décret précité ne détermine pas le procédé de tutelle qui serait appliqué.

4.B.6.c. Le législateur décréte ainsi, en l'espèce, omis de déterminer deux éléments dont chacun est indispensable pour qu'une tutelle spécifique soit valablement organisée. Dès lors, il ne pouvait confier à l'Exécutif l'exercice de cette tutelle.

Il s'ensuit que le législateur communautaire viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences matérielles respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

Le premier moyen est donc fondé.

4.B.7. Etant donné que l'examen du premier moyen conduit à la constatation que l'article 12 du décret du 28 février 1978 tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret du 8 juillet 1983 viole les règles de compétence, il n'y a pas lieu d'examiner le deuxième moyen, qui ne peut pas conduire à une annulation plus ample.

Par ces motifs,

La Cour,  
annule l'article 12 du décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle française du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, tel qu'interprété par l'article unique, § 2, du décret de la Communauté française du 8 juillet 1983, interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 10 novembre 1988.

Le greffier,  
H. Van Der Zwalmen.

Le président,  
E. Gutt.

## ARBITRAGEHOF

N. 88 — 2095

## Arrest

Rolnummer : 68

Arrest nr. 69 van 10 november 1988.

*In zake* : het beroep tot vernietiging van artikel 12 van het decreet van de Franse Cultuurgemeenschap van 28 februari 1978 « organisant le service public de la lecture » (tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening), zoals uitgelegd door het enige artikel, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983, ingesteld door de Ministerraad op 18 december 1987.

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit de voorzitters E. Gutt en J. Delva,  
en de rechters D. André, I. Petry, J. Sarot, F. Debaedts en K. Blanckaert,  
bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen,  
onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,  
wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij een op 18 december 1987 ingediend verzoekschrift vordert de Ministerraad de vernietiging van artikel 12 van het decreet van de Franse Cultuurgemeenschap van 28 februari 1978 « organisant le service public de la lecture » (tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening) (*Belgisch Staatsblad* 21 april 1978), zoals uitgelegd door het enige artikel, paragraaf twee, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 (*Belgisch Staatsblad* 17 augustus 1981).

II. *De rechtspleging voor het Hof*

Bij beschikking van 21 december 1987 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel van het Hof aangegeven conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 januari 1988.

Met toepassing van de artikelen 59 en 113 van de voormelde organieke wet zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 13 januari 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 13 en 14 januari 1988.

Ter uitvoering van artikel 1 van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1987) is het feit dat geen enkele memorie is ingediend ter kennis gegeven aan de in artikel 69 van de organieke wet van 28 juni 1983 vermelde personen en overheden bij aangetekende brieven ter post afgegeven op 23 februari 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 24 februari 1988.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een conclusie laten toekomen bij aangetekende brief ter post neergelegd op 14 maart 1988 en ter griffie ontvangen op 15 maart 1988.

Ter uitvoering van artikel 3, d, van voormelde richtlijn van het Hof is van deze conclusie kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 13 april 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 14 april 1988.

Bij beschikking van 31 mei 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, tot 18 december 1988 verlengd.

Bij beschikking van 1 juni 1988 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid is en heeft het de terechtzitting op 23 juni 1988 vastgesteld.

Van deze beschikking is kennis gegeven aan de partijen, die, evenals hun advocaten, in kennis gesteld zijn van de datum van de terechtzitting bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 2 juni 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 3 en 10 juni 1988.

Ter terechtzitting van 23 juni 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. M. Van Doosselaere, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;  
Mr. L. Austracet loco Mr. P. Legros, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap, Kunstlaan 19 ad, 1040 Brussel;

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik voor de Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, 5000 Namur;

— hebben de rechters J. Sarot et K. Blanckaert verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. *In rechte*

## 1. De bestreden bepalingen :

Artikel 12 van het decreet van de Franse Cultuurgemeenschap van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening luidt als volgt :

« Het toezicht op de toepassing van dit decreet zal, wat betreft het cultureel, het bibliotheconomisch, het financieel en het administratief aspect, worden uitgeoefend door de Minister, tot wiens bevoegdheid de Franse Cultuur behoort ».

Het enige artikel van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 tot verklaring van artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de Dienst van Openbare Lectuurvoorziening luidt als volgt :

« Het artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de Dienst voor Openbare Lectuurvoorziening wordt als volgt uitgelegd :

§ 1. De Executieve oefent het toezicht uit op de toepassing van de bepalingen van dit decreet en van de toepassingsbesluiten ten opzichte van de openbare bibliotheken door de verenigingen en instellingen van privaat recht opgericht.

§ 2. De Executieve oefent de voogdij uit, waarvan zij de rechtspleging organiseert, over al de handelingen van de gemeenten, de provincies en de agglomeraties en de federaties van gemeenten, die betrekking hebben op de bibliotheken bedoeld bij artikel 1, met inbegrip de beslissingen die tot doel hebben openbare bibliotheken, onderworpen aan de toepassing van dit decreet, op te richten en te organiseren, op uitzondering van de akten bedoeld bij artikel 7, alinea 1, a, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980 ».

2. Het arrest van 30 juni 1987 van het Arbitragehof

Bij de arresten nrs. 26090, 26091 en 26092 uitgesproken op 22 januari 1986, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen aan het Arbitragehof gesteld :

« 1. Wordt artikel 7, eerste lid, a, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, dat naar de door de gemeentewet gestelde regels verwijst, geschonden door het decreet van 28 februari 1978, uitgelegd door het decreet van 8 juli 1983, doordat dit decreet de handelingen houdende benoeming van het personeel van de gemeentelijke bibliotheken onderwerpt aan een aan de Franse Gemeenschapsexecutieve opgedragen specifiek toezicht, terwijl die handelingen onder het door de artikelen 86 en 87 van de gemeentewet ingestelde gewone toezicht zouden ressorteren ?

2. Worden de regels vastgesteld door artikel 108, tweede lid, 2° en 6°, van de Grondwet en door artikel 7 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 geschonden door het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 8 juli 1983 tot uitlegging van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, doordat het decreet, ofschoon het als uitleggend wordt gekwalificeerd, de Franse Gemeenschapsexecutieve met terugwerkende kracht machtigt tot het uitoefenen van een specifiek toezicht met name op de gemeentelijke handelingen die betrekking hebben op de gemeentelijke bibliotheken, terwijl het decreet van 28 februari 1978 zelf de Gemeenschapsexecutieve slechts een controletaak had opgedragen, die niet de uitoefening van een specifiek toezicht omvatte ? ».

Het Arbitragehof heeft die vragen beantwoord bij arrest nr. 38 van 30 juni 1987 met het volgende dispositief : « zegt voor recht :

1° Artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 van de Cultuurraad van de Franse cultuurgemeenschap, zoals uitgelegd door het enige artikel, § 2, van het decreet van 8 juli 1983 van de Franse Gemeenschapsraad, schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

2° De twee prejudiciële vraag vervalt ».

3. Het verzoekschrift en de conclusie van de Waalse Gewestexecutieve.

3.A.1. De Ministerraad voert twee middelen aan.

Het eerste middel is afgeleid uit de « schending van de artikelen 108, tweede lid, 6°, en derde lid, van de Grondwet, 7 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding;

doordat de norm in geding de Franse Gemeenschapsexecutieve heeft gemachtigd tot het organiseren van een vorm van specifiek toezicht ten aanzien van handelingen van gedecentraliseerde overheden inzake de oprichting en het beheer van openbare bibliotheken;

terwijl enkel het decreet, in de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappen bevoegd zijn, een dergelijke vorm van toezicht kan organiseren; terwijl de aangevoerde bevoegdheidsoverschrijding vaststaat nu, bij ontstentenis van specifiek toezicht, het door de Gewesten uitgeoefende gewone toezicht van toepassing blijft ».

Het tweede middel is afgeleid uit de « schending van de artikelen 28, tweede lid, van de Grondwet, 7 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, en bevoegdheidsoverschrijding;

doordat het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 8 juli 1983 door de decreetgever als uitleggend is aangemerkt en derhalve terugwerkt tot de datum van inwerkingtreding van de uitgelegde norm, waardoor het enigszins met die norm samenvalt om de Franse Gemeenschapsexecutieve te machtigen tot het organiseren en uitoefenen van het in het eerste middel bedoelde specifiek toezicht;

terwijl het decreet van 8 juli 1983 niet strookt met het grondwettelijk begrip « uitlegging », daar de uitgelegde norm geenszins ten doel had een vorm van toezicht in te stellen en het eigenlijke onderwerp van de uitleggende norm erin bestond de Franse Gemeenschapsexecutieve terugwerkend tot het voormelde doeleinde te machtigen; dat de aangewezen bevoegdheidsoverschrijding vaststaat vermits, bij ontstentenis van specifiek toezicht, het door de Gewesten uitgeoefende gewone toezicht van toepassing blijft ».

3.A.2. In haar conclusie is de Waalse Gewestexecutieve van oordeel dat het eerste middel gegrond is gelet op het arrest van 30 juni 1987 van het Arbitragehof.

Ze wijst er eerst op dat het decreet van 28 februari 1978 tot stand kwam krachtens artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet en van artikel 2, eerste lid, 5°, van de wet van 21 juni 1971 en dat op het tijdstip waarop het decreet is uitgevaardigd, die wet aan de Cultuurraad niet de bevoegdheid verleende tot het organiseren van een specifiek toezicht dat artikel 7, eerste lid, b, van de wet van 8 augustus 1980 sinds 1 oktober 1980 aan de Gemeenschapsraden toekent.

Naar het oordeel van de Executieve beperkte artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 zich ertoe de opdrachten van inspectie en boekhoudkundige controle aan de minister toe te vertrouwen en de tussenkomst van de minister voor de Franse cultuur, voor de mede-ondertekening van de koninklijke besluiten, in de plaats te stellen van die van de andere ministers.

Daaruit vloeit voort dat het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1982, dat sommige elementen van de organisatie van een specifiek toezicht regelt, geen grondslag kan vinden in artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978.

De Executieve stelt vast dat artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978, zoals uitgelegd bij het enige artikel, § 2, van het decreet van 8 juli 1983, niet aan de voorwaarden voldoet om die bevoegdheid in werking te stellen en dat zulks de betekenis van het dispositief van het arrest van het Arbitragehof van 30 juni 1987. Steeds volgens de Executieve wordt het specifiek toezicht enkel rechtsgeldig ingesteld als een decreet het in alle onderdelen organiseert, met dien verstande dat het tegelijkertijd de handelingen waarop het toezicht slaat, het procédé van toezicht, de toezichthoudende overheid en de wezensbestanddelen van de procedure moet bepalen.

De Executieve concludeert : « het decreet van 8 juli 1983 tot verklaring van artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 (of anders gezegd artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 zoals uitgelegd door het decreet van 8 juli 1983) bepaalt niet — met name — de toezichtsprocedures die door de overheid die het aanwijst moeten worden toegepast » en « Dat element alleen al rechtvaardigt de gegrondheid van het eerste middel tot vernietiging, dat is afgeleid van de schending van de artikelen 108, derde lid, van de Grondwet en 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen : de gemeenschapswetgever heeft in onderhavige zaak niet op rechtsgeldige wijze een specifiek toezicht georganiseerd ».

Wat het tweede middel betreft, verklaart de Executieve dat het eerste middel alleen al volstaat om de vernietiging van de bestreden norm teweeg te brengen en dat niet hoeft te worden onderzocht of het tweede middel, dat hij als ondergeschikt beschouwt, eveneens gegrond is.

#### 4.B. Ten gronde

4.B.1. Artikel 108, derde lid, van de Grondwet machtigt de wetgever, bij beslissing met bijzondere meerderheid, aan de Raden van de Gemeenschap of van het Gewest de bevoegdheid op te dragen tot het regelen van de organisatie en de uitoefening van het administratief toezicht.

4.B.2. Gebruik makend van de mogelijkheid geboden door die bepaling, is de bijzondere wetgever overgegaan tot diverse bevoegdheidstoewijzingen inzake toezicht.

Artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wijst aan het Gewest de bevoegdheid toe tot het organiseren van de procedures van het administratief toezicht en tot het uitoefenen van dat toezicht op de provincies, de gemeenten en de agglomeraties en federaties van gemeenten, wat het gewoon administratief toezicht betreft. Bij overgangsmaatregel zijn de Gewesten echter niet bevoegd voor het gewoon administratief toezicht wat betreft de provincie Brabant en de gemeenten opgenoemd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het taalgebruik in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Artikel 7 kent aan het Gewest dezelfde bevoegdheid toe om de procedures te organiseren en het toezicht uit te oefenen voor de « andere handelingen », maar preciseert dat die bevoegdheid is uitgesloten wanneer door de wet of het gemeenschapsdecreet een specifiek toezicht is georganiseerd met betrekking tot de materies waarvoor respectievelijk de nationale en de gemeenschapsoverheid bevoegd zijn.

4.B.3. Opdat een Gemeenschap het door artikel 7 van de bijzondere wet voorgeschreven specifiek toezicht zou kunnen instellen, moet dat toezicht betrekking hebben op aangelegenheden :

- a) waarvoor de Gemeenschappen krachtens de Grondwet of de bijzondere wet bevoegd zijn;
- b) voor het regelen waarvan de betrokken Gemeenschap bepaalde opdrachten aan ondergeschikte besturen heeft toevertrouwd en de manier waarop die opdrachten moeten worden vervuld, heeft bepaald.

4.B.4. Wanneer de gemeenschapswetgever aldus bevoegd is om een specifiek toezicht in te stellen, oefent hij die bevoegdheid slechts op rechtsgeldige wijze uit indien het decreet dat toezicht « organiseert ».

De organisatie van een specifiek toezicht omvat de bepaling van de handelingen waarop het toezicht slaat, van het procédé van toezicht, van de toezichthoudende overheid en van de wezensbestanddelen van de procedure.

4.B.5.a. Naar luid van artikel 4, 5<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn « de bibliotheken, discotheken en soortgelijke diensten » culturele aangelegenheden als bedoeld in artikel 59bis, § 2, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet. De materie die het onderwerp is van de decreten van 1978 en van 1983 behoort tot de bevoegdheid van de Gemeenschap.

4.B.5.b. Bij het regelen van deze aangelegenheid vertrouwt het decreet van 28 februari 1978 bepaalde opdrachten aan de gemeenten toe en regelt het de wijze waarop zij die moeten vervullen, met name wat de benoeming betreft van het personeel van de openbare bibliotheken.

4.B.5.c. De gemeenschapswetgever is bijgevolg krachtens artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bevoegd om dienaangaande een specifiek toezicht in te stellen.

4.B.6.a. Het decreet van 8 juli 1983 tot uitlegging van artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 beoogt « al de handelingen van de gemeenten, de provincies en de agglomeraties en de federaties van gemeenten, die betrekking hebben op de bibliotheken bedoeld bij artikel 1, met inbegrip de beslissingen die tot doel hebben openbare bibliotheken, onderworpen aan de toepassing van dit decreet, op te richten en te organiseren, met uitzondering van de handelingen bedoeld bij artikel 7, alinea 1, a, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980 ». Zodoende biedt het decreet niet de mogelijkheid tot afbakening van de handelingen van de gedecentraliseerde overheden die het aan toezicht wil onderwerpen, en vertekent het daardoor het begrip specifiek toezicht zelf.

4.B.6.b. Voor het overige bepaalt voormeld decreet niet het procédé van toezicht dat zou worden toegepast.

4.B.6.c. Aldus heeft de decreetgever ten deze verzuimd twee elementen te bepalen die ieder onontbeerlijk zijn opdat een specifiek toezicht geldig zou zijn ingesteld. Derhalve kon hij de uitoefening van dat toezicht niet aan de Executieve opdragen.

Hieruit volgt dat de Gemeenschapswetgever de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden materiële bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten schendt.

Het eerste middel is dus gegrond.

4.B.7. Nu het onderzoek van het eerste middel leidt tot de vaststelling dat artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 zoals verklaard door het enige artikel, § 2, van het decreet van 8 juli 1983 de bevoegdheidsbepalende regels schendt, is er geen aanleiding tot onderzoek van het tweede middel, dat geen aanleiding kan geven tot ruimere vernietiging.

Om die redenen,

Het Hof,

vernietigt artikel 12 van het decreet van de Cultuurraad van de Franse Cultuurgemeenschap van 28 februari 1978 « organisant le service public de la lecture » (tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening), zoals uitgelegd door het enige artikel, § 2, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1983 « interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture » (tot verklaring van artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de Dienst van Openbare Lectuurvoorziening).

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 10 november 1988.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

E. Gutt,

## SCHIEDSGERICHTSHOF

## Urteil

Geschäftsverzeichnisnummer : 68.

Urteil Nr. 69 vom 10. November 1988.

*In Sachen* : Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 12 des Dekrets der Französischen Kulturgemeinschaft vom 28. Februar 1978 « organisant le service public de la lecture » (über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens), wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983, erhoben vom Ministerrat am 18. Dezember 1987.

Der Schiedsgerichtshof,

zusammengesetzt aus :

den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva,

und den Richtern D. André, I. Petry, J. Sarot, F. Debaedts, und K. Blanckaert,

unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,

unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

*I. Klagegegenstand :*

Mit Klageschrift vom 18. Dezember 1987 erhebt der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 12 des Dekrets der Französischen Kulturgemeinschaft vom 28. Februar 1978 « organisant le service public de la lecture » (über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens) (*Belgisches Staatsblatt* 21. April 1978), wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983 (*Belgisches Staatsblatt* 17. August 1981).

*II. Verfahren vor dem Hof :*

Durch Anordnung vom 21. Dezember 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung des Hofes bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgisches Staatsblatt* vom 13. Januar 1988.

Gemäss den Artikeln 59 und 113 des vorgenannten organisierenden Gesetzes erfolgten die Benachrichtigungen bezüglich der Klage mit Einschreibebriefen, die am 13. Januar 1988 bei der Post aufgegeben und am 13. bzw. 14. Januar 1988 den Adressaten zugestellt wurden.

In Ausführung von Artikel 1 der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Dezember 1987) wurden die in Artikel 69 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 genannten Personen und Organe mit am 23. Februar 1988 bei der Post aufgegebenen und am 24. Februar 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen davon in Kenntnis gesetzt, dass keine Schriftsätze eingereicht worden sind.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 14. März 1988 bei der Post aufgegebenem und am 15. März 1988 bei der Kanzlei eingegangenen Einschreibebrief Anträge eingereicht.

In Ausführung von Artikel 3 d der vorgenannten Richtlinie des Hofes wurden diese Anträge mit am 13. April 1988 bei der Post aufgegebenen und am 14. April 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Durch Anordnung vom 31. Mai 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 18. Dezember 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 1. Juni 1988 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 23. Juni 1988 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 2. Juni 1988 bei der Post aufgegebenen und am 3. bzw. 10. Juni 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

In der Sitzung vom 23. Juni 1988 :

— sind erschienen :

RA M. Van Doosselaere, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel;

RA L. Austraet loco RA P. Legros, in Brüssel zugelassene Anwälte, für die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, avenue des Arts 19 ad, 1040 Brüssel;

RA V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, rue de Fer 42, 5000 Namür;

— haben die Richter J. Sarot und K. Blanckaert Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

*III. In rechtlicher Beziehung :*

1. Die angefochtenen Bestimmungen

Artikel 12 des Dekrets der Französischen Kulturgemeinschaft vom 28. Februar 1978 über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens lautet folgendermassen :

« Die Kontrolle über die Anwendung dieses Dekrets wird bezüglich der kulturellen, bibliothekswirtschaftlichen, finanziellen und verwaltungsmässigen Aspekte von dem für die französische Kultur zuständigen Minister ausgeübt ».

Der einzige Artikel des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983 zur Auslegung des Artikels 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens bestimmt folgendes :

« Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens wird folgendermassen ausgelegt :

§ 1. Die Exekutive übt die Kontrolle über die Anwendung der Bestimmungen dieses Dekrets und dessen Durchführungserlasse gegenüber den von privatrechtlichen Vereinen und Stiftungen gegründeten öffentlichen Bibliotheken aus.

§ 2. Die Exekutive übt die Aufsicht, deren Verfahren sie regelt, über alle Akte von Gemeinden, Provinzen, Agglomerationen und Gemeindeverbänden aus, die sich auf die in Artikel 1 bezeichneten öffentlichen Bibliotheken beziehen, einschliesslich der Beschlüsse über die Errichtung und Organisation von unter dieses Dekret fallenden Bibliotheken, abgesehen von den in Artikel 7, Absatz 1 a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen genannten Ausnahmen ».

2. Das Urteil des Schiedsgerichtshofes vom 30. Juni 1987 :

In den Urteilen Nummern 26.090, 26.091 und 26.092 vom 22. Januar 1986 hat der Staatsrat, Verwaltungsabteilung, dem Hof folgende präjudizielle Fragen gestellt :

\* 1. — Wird Artikel 7 Absatz 1 a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen, der auf die durch das Gemeindegesetz festgelegten Regeln verweist, durch das Dekret vom 28. Februar 1978, ausgelegt durch das Dekret vom 8. Juli 1983, dadurch verletzt, dass es die Akte zur Ernennung des Personals der Gemeindebibliotheken einer der Exekutive der Französischen Gemeinschaft anvertrauten, spezifischen Aufsicht unterwirft, während diese Akte in den Bereich der durch die Artikel 86 und 87 des Gemeindegesetzes festgelegten, ordentlichen Aufsicht fielen?

2. — Werden die durch Artikel 108 Absatz 2<sup>o</sup> und 6<sup>o</sup> der Verfassung sowie durch Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen festgelegten Regeln durch das Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983 zur Auslegung des Dekrets vom 28. Februar 1978 über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens dadurch verletzt, dass obwohl es als auslegend bezeichnet wird, dieses Dekret die Exekutive der Französischen Gemeinschaft rückwirkend dazu befähigt, eine spezifische Aufsicht auszuüben, namentlich über die Gemeindeakte, die sich auf die Gemeindebibliotheken beziehen, während das Dekret vom 28. Februar 1978 selbst der Gemeinschaftsexekutive nur eine Kontrollaufgabe anvertraut hatte, welche nicht die Ausübung einer spezifischen Aufsicht umfasste? \*

Diese Fragen beantwortete der Schiedsgerichtshof in seinem Urteil Nr. 38 vom 30. Juni 1987, mit folgendem Dispositiv : \* erkennt für Recht :

1) Artikel 12 des Dekrets des Kulturrats der Französischen Kulturgemeinschaft vom 28. Februar 1978, wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983, verletzt die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Regionen und Gemeinschaften festgelegten Regeln.

2) Die zweite präjudizielle Frage entfällt ».

3. Die Klageschrift und die Anträge der Wallonischen Regionalexekutive :

3.A.1. Der Ministerrat führt zwei Klagegründe an.

Der erste Klagegrund beruht auf der « Verletzung der Artikel 108 Absatz 2<sup>o</sup> und Absatz 3 der Verfassung, 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und Zuständigkeitsüberschreitung;

indem die fragliche Norm die Exekutive der Französischen Gemeinschaft dazu ermächtigt, angesichts der Akte der dezentralisierten Behörden bezüglich der Errichtung und Verwaltung öffentlicher Bibliotheken eine Form der spezifischen Aufsicht auszuüben;

während nur das Dekret in den Angelegenheiten, für welche die Gemeinschaften zuständig sind, eine solche Form der Aufsicht organisieren kann und die angeführte Zuständigkeitsüberschreitung vorliegt, zumal in Ermangelung spezifischer Aufsicht die von den Regionen ausgeübte einfache Aufsicht anwendbar bleibt ».

Der zweite Klagegrund beruht auf der « Verletzung der Artikel 28 Absatz 2 der Verfassung, 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, und Zuständigkeitsüberschreitung;

indem das Dekret des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983 vom Dekretgeber als auslegend bezeichnet worden ist und somit bis zum Tag des Inkrafttretens der von ihm ausgelegten Norm Rückwirkung besitzt, wobei es gewissermassen mit dieser Norm verschmilzt, um die Exekutive der Französischen Gemeinschaft dazu zu ermächtigen, die beim ersten Klagegrund angesprochene spezifische Aufsicht zu organisieren und auszuüben;

während das Dekret vom 8. Juli 1983 nicht dem verfassungsmässigen Auslegungsbegriff entspricht, zumal die ausgelegte Norm keineswegs die Einführung einer Form der Aufsicht zum Gegenstand hatte und der wirkliche Gegenstand der auslegenden Norm darin bestand, die Exekutive der Französischen Gemeinschaft zu den vorgenannten Zwecken rückwirkend zu ermächtigen; dass die angeführte Zuständigkeitsüberschreitung vorliegt, zumal in Ermangelung spezifischer Aufsicht die von den Regionen ausgeübte einfache Aufsicht anwendbar bleibt ».

3.A.2. In ihren Anträgen vertritt die Wallonische Regionalexekutive die Ansicht, dass der erste Klagegrund in Anbetracht des Urteils des Schiedsgerichtshofes vom 30. Juni 1987 begründet sei.

Sie weist zunächst darauf hin, dass das Dekret vom 28. Februar 1978 kraft Artikel 59 bis § 2<sup>o</sup> der Verfassung sowie Artikel 2 Absatz 1<sup>o</sup> des Gesetzes vom 21. Juni 1971 erlassen worden sei und dass zum Zeitpunkt des Erlasses des Dekrets dieses Gesetz dem Kulturrat nicht die Zuständigkeit, eine spezifische Aufsicht zu organisieren, verliehen habe, die Artikel 7 Absatz 1 b) des Gesetzes vom 8. August 1980 seit dem 1. Oktober 1980 den Gemeinschaftsräten verleihe.

Der Exekutive zufolge beschränke Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 sich darauf, die Inspektions- und Buchprüfungsaufgaben dem Minister zuzuteilen und die Intervention des Ministers der Französischen Kultur für die Gegenzeichnung der königlichen Erlasse an die Stelle derjenigen der anderen Minister zu setzen.

Daraus ergebe sich, dass der Beschluss der Französischen Gemeinschaftsexekutive vom 27. Dezember 1982, der gewisse Elemente der Organisation einer spezifischen Aufsicht regelt, in Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 keine Grundlage finden könne.

Die Exekutive stellt fest, dass Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978, wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets vom 8. Juli 1983, nicht den Bedingungen der Verwirklichung dieser Zuständigkeit entspreche und dass dies der Sinn des Dispositivs des Urteils des Schiedsgerichtshofes vom 30. Juni 1987 sei. Die Exekutive behauptet ferner, dass die spezifische Aufsicht nur dann in rechtsgültiger Weise eingeführt werden könne, wenn ein Dekret sie in all ihren Bestandteilen organisiere, wenn es also gleichzeitig die Akte, auf die sich die Aufsicht beziehe, das Aufsichtsverfahren, die beaufsichtigende Behörde und die wesentlichen Bestandteile der Prozedur bestimme.

Die Exekutive konkludiert : « Das Dekret vom 8. Juli 1983 zur Auslegung von Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 (oder anders ausgedrückt : Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978, wie ausgelegt durch das Dekret vom 8. Juli 1983) bestimmt nicht — namentlich — die Aufsichtsverfahren, die von der von ihm bezeichneten Behörde anzuwenden sind », und : « Allein schon dieses Element rechtfertigt die Begründetheit des ersten Nichtigkeitsklagegrunds, der auf der Verletzung der Artikel 108 Absatz 3 der Verfassung und 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen beruht : der Gemeinschaftsdekretgeber hat im vorliegenden Fall nicht auf rechtsgültige Weise eine spezifische Aufsicht organisiert ».



Bezüglich des zweiten Klagegrunds erklärt die Exekutive, dass der erste Klagegrund allein schon genüge, die Nichtigerklärung der angefochtenen Norm zu bewirken; ob der zweite Klagegrund — den er als subsidiär betrachtet — ebenfalls begründet ist, brauche nicht geprüft zu werden.

#### 4.B. Bezüglich der Sache selbst

4.B.1. Artikel 108 Absatz 3 der Verfassung ermächtigt den Gesetzgeber dazu, durch sondertmehrheitlich getroffene Entscheidung den Räten der Gemeinschaft bzw. der Region die Zuständigkeit für das Regeln der Organisation und die Ausübung der Verwaltungsaufsicht aufzutragen.

4.B.2. Unter Verwendung der durch diese Bestimmung gebotenen Möglichkeit hat der Sondergesetzgeber verschiedene Zuständigkeitszuweisungen bezüglich der Aufsicht vorgenommen.

Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 weist der Region die Zuständigkeit für das Organisieren der Verfahren der Verwaltungsaufsicht und das Ausüben dieser Aufsicht über die Provinzen, Gemeinden, Agglomerationen und Gemeindeverbände zu, was die einfache Verwaltungsaufsicht betrifft. Als Übergangsmassnahme gilt aber, dass die Regionen nicht zuständig sind für die einfache Verwaltungsaufsicht in bezug auf die Provinz Brabant und die in den Artikeln 7 und 8 der am 18. Juli 1986 koordinierten Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten aufgezählten Gemeinden.

Artikel 7 weist der Region die gleiche Zuständigkeit zu, für die « anderen Akte » die Verfahren zu organisieren und die Aufsicht auszuüben, aber präzisiert gleichzeitig, dass diese Zuständigkeit ausgeschlossen ist, wenn durch das Gesetz oder Gemeinschaftsdekret bezüglich der Angelegenheiten, für welche die National- bzw. die Gemeinschaftsobrigkeit zuständig ist, eine spezifische Aufsicht organisiert wird.

4.B.3. Eine Gemeinschaft kann die durch Artikel 7 des Sondergesetzes vorgeschriebene spezifische Aufsicht nur dann einführen, wenn sich diese Aufsicht auf Angelegenheiten bezieht,

a) für welche die Gemeinschaften kraft der Verfassung bzw. des Sondergesetzes zuständig sind;

b) für deren Regelung die beteiligte Gemeinschaft nachgeordneten Behörden gewisse Aufgaben zugeteilt und die Art der Erfüllung dieser Aufgaben bestimmt hat.

4.B.4. Wenn der Gemeinschaftsdekretgeber also dafür zuständig ist, eine spezifische Aufsicht einzuführen, übt er diese Zuständigkeit nur dann in rechtsgültiger Weise aus, wenn das Dekret diese Aufsicht « organisiert ».

Die Organisation einer spezifischen Aufsicht umfasst die Bestimmung der Akte, auf die sich die Aufsicht bezieht, des Aufsichtsverfahrens, der beaufsichtigenden Behörde und der wesentlichen Bestandteile der Prozedur.

4.B.5.a. Laut Artikel 4 5° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind « die Bibliotheken, Diskotheken und ähnlichen Dienste » kulturelle Angelegenheiten im Sinne von Artikel 59 bis § 2 1° der Verfassung. Die Angelegenheit, die Gegenstand der Dekrete von 1978 und 1983 ist, fällt in die Zuständigkeit der Gemeinschaft.

4.B.5.b. Bei der Regelung dieser Angelegenheit teilt das Dekret vom 28. Februar 1978 bestimmte Aufgaben den Gemeinden zu und regelt es die Art und Weise, wie sie sie erfüllen sollen, namentlich was die Ernennung des Personals der öffentlichen Bibliotheken betrifft.

4.B.5.c. Der Gemeinschaftsdekretgeber ist folglich kraft Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 dafür zuständig, diesbezüglich eine spezifische Aufsicht einzuführen.

4.B.6.a. Das Dekret vom 8. Juli 1983 zur Auslegung von Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 bezweckt « alle Akte von Gemeinden, Provinzen, Agglomerationen und Gemeindeverbänden, die sich auf die in Artikel 1 bezeichneten öffentlichen Bibliotheken beziehen, einschliesslich der Beschlüsse über die Errichtung und Organisation von unter dieses Dekret fallenden Bibliotheken, abgesehen von den in Artikel 7 Absatz 1 a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über die Reform der Institutionen genannten Ausnahmen ». Somit bietet das Dekret nicht die Möglichkeit der Abgrenzung jener Akte der dezentralisierten Behörden, die es der Aufsicht unterziehen will, und verzerrt es dadurch den Begriff der spezifischen Aufsicht selbst.

4.B.6.b. Im übrigen bestimmt besagtes Dekret nicht das anzuwendende Aufsichtsverfahren.

4.B.6.c. Also hat es der Dekretgeber diesbezüglich versäumt, zwei Elemente zu bestimmen, die je für die rechtsgültige Einführung einer spezifischen Aufsicht unentbehrlich sind. Deshalb konnte er die Ausübung dieser Aufsicht nicht der Exekutive auftragen.

Daraus ergibt sich, dass der Gemeinschaftsdekretgeber die durch oder kraft der Verfassung zur Bestimmung der jeweiligen sachlichen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Regeln verletzt.

Der erste Klagegrund ist somit begründet.

4.B.7. Da die Untersuchung des ersten Klagegrunds zu der Feststellung führt, dass Artikel 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978, wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets vom 8. Juli 1983 die zuständigkeitsbestimmenden Regeln verletzt, gibt es keinen Anlass zur Untersuchung des zweiten Klagegrunds, der zu keiner weiterreichenden Nichtigerklärung führen könnte.

Aus diesen Gründen,  
der Hof,

erklärt Artikel 12 des Dekrets des Kulturrates der Französischen Kulturgemeinschaft vom 28. Februar 1978 « organisant le service public de la lecture » (über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens), wie ausgelegt durch den einzigen Artikel, § 2, des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1983 « interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture » (zur Auslegung des Artikels 12 des Dekrets vom 28. Februar 1978 über die Organisation des öffentlichen Bibliothekswesens), für nichtig.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 10. November 1988.

Der Kanzler,

H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,

E. Gutt.